

Déclaration FSU 82 au CDEN du 8 février 2022



Mesdames et Messieurs les membres du CDEN,

L'École craque !

L'éducation est aujourd'hui dans une situation préoccupante. Alors que depuis 2 ans, les personnels ont beaucoup donné, que les élèves ont perdu beaucoup de temps d'apprentissage efficace, alors qu'il faudrait un véritable plan d'urgence pour l'éducation afin de pallier ce moment exceptionnel que ce soit pour les personnels ou les élèves, le gouvernement préfère continuer sur sa ligne destructrice : toujours privilégier une logique comptable et mortifère en réduisant les moyens, en alourdissant la charge de travail des personnels, en dégradant les conditions d'enseignement. Comme pour les autres services publics, il s'agit d'organiser une dégradation du service qui démoralise les personnels et exige un management de plus en plus autoritaire. Tout cela contribue, en plus de salaires en baisse, à une désaffection pour le métier qui est quasi-organisée pour pouvoir continuer d'amplifier le volume de contractuels comme le prévoit la loi sur la transformation de la fonction publique.

C'est là, un bien triste bilan pour un ministre qui impose à marche forcée des réformes et une politique destructrice dont l'histoire lui rendra compte.

Les services publics et leurs agent-es, en première ligne, continuent d'être mis-es à mal : l'austérité et la casse restent la règle. Dans l'éducation, écoles, établissements et services administratifs sont au bord de l'explosion. Dénoncés depuis des mois par la FSU, les mensonges du ministre Blanquer sur la prétendue maîtrise de la situation sanitaire éclatent au grand jour, tout comme le manque flagrant de moyens.

Une gestion pitoyable de la crise sanitaire à coups de protocoles inapplicables, d'effets d'annonce médiatiques, d'impréparation et de manque d'anticipation : concédons-le, il est vrai que l'hiver n'est pas l'été, et que la veille de la rentrée, ce sont encore les vacances !

Si nous devons décerner des médailles olympiques à M. Blanquer, elles seraient en or. En effet, il s'avère imbattable dans les disciplines suivantes : « destruction du service public d'éducation », « mépris des personnels et de la communauté éducative », « communication irrespectueuse des usagers et ne répondant pas aux besoins »...

Concernant le sujet abordé lors de ce CDEN, dans le premier degré, la baisse démographique est une réalité. Cependant, la dotation octroyée pour notre département, même si on essaie de nous faire croire qu'il s'agit là d'une attention particulière donnée à notre département est clairement problématique.

Problématique, car elle ne permettra pas de répondre à la promesse du ministre d'alléger les effectifs de toutes les classes de GS/CP/CE1 en limitant ces niveaux de classe à 24 élèves.

Problématique, car elle ne permettra pas de mettre en place le dédoublement des classes de GS dans les écoles REP de notre département.

Problématique, car elle n'améliorera pas les conditions d'apprentissage de TOUS les élèves, et rendra encore plus difficile l'accompagnement des élèves en difficulté ou des élèves en situation de handicap.

Problématique, car l'amélioration des décharges de direction ne concerneront que 20 % des écoles, alors que les difficultés rencontrées depuis plus de 2 ans, rendent indispensables une attention pour **toutes** les écoles.

Problématique, car elle ne permettra pas de créer des postes de remplaçants, qui ont pourtant fait cruellement défaut cette année. C'était prévisible, puisque leur nombre n'est déjà pas suffisant hors période pandémique !...

Pour notre département, cette « dotation » est nulle, dans tous les sens du terme. Nulle sur la forme puisque la carte scolaire dans le 1^{er} degré se fera à moyens constants (+ 0 poste) mais également sur le fond, puisque les décisions que M. le DASEN présentera dans quelques instants, vont inévitablement dégrader la situation dans nos écoles.

Nous partageons le constat sur les besoins de notre département ainsi que le questionnement exprimés en ce début de CDEN par l'association des maires du Tarn-et-Garonne dans leur motion.

Nous remercions également la FCPE 82 pour son analyse établie lors de sa déclaration préalable au CDEN.

La préparation de rentrée 2022 constitue la 5ème et, nous l'espérons, la dernière rentrée du Ministère Blanquer. Tant pour les élèves, les parents d'élèves, les personnels, les griefs sont nombreux : à ce niveau-là, ce n'est plus de l'insatisfaction, c'est de la colère ! C'est dans ce contexte extrêmement tendu que des fermetures de classes vont être étudiées pour la rentrée prochaine.

C'est également dans ce contexte que depuis 1 mois, les conseils d'école ont dû aborder la question des **rythmes scolaires** dans le cadre du renouvellement triennal. La FSU 82 réaffirme ici la nécessité d'entendre la communauté éducative qui s'exprime lors de ces instances, en particulier sur la commune de Montauban. La FSU renouvelle sa demande que cette thématique fasse l'objet d'un point précis lors des prochaines instances qui se réuniront le jeudi 10 mars.

La FSU 82 souhaite alerter l'ensemble des membres du CDEN sur le contexte très anxiogène dans les établissements scolaires de notre département. Les pressions et difficultés relationnelles sont nombreuses.

Alors que les deux dernières années ont été des plus chaotiques pour la continuité scolaire, il est incontournable de donner à l'école publique les moyens de fonctionner à plein grâce à un plan d'urgence ! La FSU revendique donc dès à présent des créations de postes supplémentaires via un collectif budgétaire. Ce dont a besoin l'École, c'est d'un engagement pluriannuel de moyens pour abaisser les effectifs dans toutes les classes, du rétablissement du dispositif « Plus de maîtres que de classes » et de RASED complets sur l'ensemble du territoire, de l'augmentation du nombre de remplaçant-es, de l'amélioration conséquentes des décharges de direction de l'ensemble des directrices et directeurs d'école et le recrutement d'AESH en nombre suffisant. L'école doit obtenir enfin les moyens pour mettre en œuvre un service public d'éducation de nouveau ambitieux et permettant la réussite de toutes et tous sur l'ensemble de notre territoire. En ce moment, nous sommes vraiment bien loin du compte !

Et pourtant, il y a URGENCE !

Merci de votre attention.

Les représentant-e-s de la FSU 82 : Marie-Pierre Daimé, David Hermet, Guillaume Mangenot et Sandra Rubio.